

Massacres et état d'urgence : parvenir à penser malgré les stéréotypes

En janvier 2015, après l'assassinat politique de Charlie Hebdo, les exécutions de policiers et les meurtres de l'hypercascher de la porte de Vincennes, le gouvernement en appelait à la France de la laïcité et des Droits de l'Homme. En novembre, huit mois après, suite aux tueries visant des bars, une salle de spectacle et les abords de l'emblématique stade de France, le gouvernement déclenche l'état d'urgence, envisage une modification de la Constitution, se déclare en guerre, en appelle aux couleurs tricolores. La République rend même hommage national aux victimes civiles dans un haut lieu de célébration militaire aux Invalides.

Toute cette symbolique n'est en rien laissée au hasard. Elle participe d'une projection politique construite. Elle prolonge l'émotion due à l'odieux et lui instille en réfraction un sentiment national sublimé. Les éléments de langage du gouvernement relèvent d'un lexique désormais sécuritaire et guerrier qui se met en décalage important avec la convention des Droits de l'Homme. Les registres sont partagés, allant de l'affecté des sermons de l'Élysée au martial de Matignon. Mais le vocabulaire est choisi et c'est le même. Appeler attentat ce qui relève du meurtre de masse, nommer terroristes des assassins fanatisés, ou bien encore les désigner comme barbares (ce qui en creux place la France du côté des civilisés) revient à servir un dessein qui élague la pensée et façonne l'opinion. Le risque est désormais pris de transformer, dans un Etat d'exception, la Justice en vengeance. Affirmer que « la sécurité est la première des libertés », interdire des manifestations d'opposition au régime en place au nom du risque « terroriste » devrait interroger les consciences et nous faire convoquer l'Histoire. Mais aussi nous faire penser à l'avenir qu'on nous propose.

Certes, des mesures sont à prendre, aptes à assurer la sécurité des populations. La meilleure sécurité est cependant de savoir mettre des mots sur l'indicible et pouvoir comprendre l'odieux. Pourquoi une organisation de type mafieux peut à ce point faire recette, y compris dans notre pays. Pour cela le gouvernement devrait s'y prendre autrement que dans des raccourcis voulus d'expression flattant une vision légendaire de la France.

Urgence de dire ce que recouvre Daech, de quoi il est le nom

L'Etat islamique n'est pas un véritable Etat. C'est un proto Etat, rudimentaire, fonctionnant sur des principes capitalistes conjugués à une idéologie identitaire et exterminatrice. Depuis le khalifat autoproclamé de 2014, il s'est doté d'un gouvernement, lève l'impôt sur les contrées qu'il a soumises, vote son budget, rétribue son administration et ses armées, verse des pensions aux familles des kamikazes. Daech vend du pétrole extrait des territoires qu'il contrôle en Irak et Syrie. Il vend l'essentiel du coton de Syrie. Il fait du trafic d'armes et d'œuvres d'art. Daech est un pur produit capitaliste qui prospère d'exploitations et d'exactions érigées en système politique et économique. Il vit aussi de complaisances complexes d'Etats en lutte sur le plan géopolitique (émirs d'Arabie saoudite) porteurs de dérives religieuses sunnites contre les chiites d'Irak et Syrie. Un réseau d'intermédiaires, important en Turquie, assure tous ces trafics, favorise les financements et détournements de ventes d'armes vendues par des firmes multinationales. Daech utilise l'islam comme outil de domination. C'est une religion d'appel pour attirer des jeunes (surtout) au djihad.

De fait l'Occident - au sens large et économique du terme - donc les possédants des grandes fortunes cotées en Bourse et leurs Etats « fondés de pouvoir », ont une responsabilité considérable dans l'existence et l'origine de cette situation. Le commun des populations doit savoir les contextes géopolitiques. Le gouvernement doit expliquer que l'Islam, en tant que tel, n'est pas à l'origine de l'idéologie meurtrière de Daech.

Le gouvernement français doit à son peuple ce devoir d'inventaire qui va bien au-delà de la posture actuelle. L'Élysée et Matignon veulent figer un Etat fort et de fait synthétique au lieu de travailler la matière réelle de la complexité des dérives à l'œuvre. Les frappes aériennes, au nom d'une Guerre affirmée, aux multiples aspects d'exception et de communication, sont très loin d'être une réponse adaptée pour éradiquer Daech. Elles ont aussi des conséquences inévitables sur les populations prises en otage en Syrie ou en Irak.

Comprendre l'exclusion d'un quart de l'humanité s'impose. Sans faire dans un mea culpa colonialiste insuffisant, un examen soigneux est également à réaliser pour donner à comprendre le délitement des territoires d'Afrique

centrale et subsaharienne où, là encore les religions sont instrumentées dans leurs dérives pour mettre la main sur les énergies fossiles et les minerais encore inexploités de Centrafrique, du Soudan ou du Congo. C'est la même guerre économique, avec des hordes bénéficiant des financements croisés, vivant d'exactions sur des territoires de non droits où la misère est telle que les vies humaines sont inintéressantes pour les investisseurs en puissance. Seul le terrain, le sous-sol, a de l'intérêt, pour servir d'autres marchés planétaires puisque ce sont eux et leurs conséquences qui désormais structurent le monde.

Les bandes armées d'Afrique centrale et subsahariennes, Boko Haram, Daech, existent parce que l'espace leur est donné pour se produire et se reproduire dans une économie mondialisée où 1% de la population du globe dispose de 46% des ressources disponibles ; où 50% ne disposent de rien. C'est là encore un inventaire à dresser. Il doit concerner le personnel politique, mais aussi le personnel syndical. Car l'enjeu de l'émancipation ne peut être pensé dans les frontières des Etats actuels, dissous largement par le capitalisme.

Urgence de rompre avec la pensée binaire flattant les populismes

Le vocabulaire présidentiel et gouvernemental puise désormais sans complexes dans un réservoir sémantique qui caractérise l'ordre et l'autorité. Au prétexte que notre arsenal législatif ne serait pas adapté au « terrorisme », mot choisi à dessein pour qui sait que l'énoncé contient l'idée, le régime en place veut modifier la Constitution. En plein débat piégé sur la Nation ce désir présidentiel suscite bien des malaises. L'identitaire y rejoint parfois brutalement le Républicain. En ces périodes de flux migratoires accrus par la fuite des massacres économiques (le changement climatique en fait partie) et guerriers, on vérifie l'émergence d'un euro capitalisme ethnique qui résonne en échos à peine déformés à ce qui a pu motiver les conflits récents et anciens des guerres des Balkans.

L'état d'urgence dans la Constitution, comme le maintien de l'état d'urgence actuel, sont des erreurs politiques majeures. L'urgence vaut exception. Elle se vérifie dans l'autorité expéditive de la chaîne de commandement de l'Etat aux « autorités » préfectorales. Elle renvoie à une pratique d'Etat policier au nom de « l'ennemi intérieur ». L'état d'urgence ce n'est pas seulement un arsenal textuel au service du pouvoir de l'instant : c'est encore habituer le citoyen au quotidien de l'exception. C'est dans le cas présent légitimer une réponse qui, au nom de la démocratie, justifie la logique de la gâchette qui répond à d'autres appuis de gâchettes.

Les interdictions en tous genres générées par les décisions du gouvernement dans l'état du d'urgence renvoient une pratique de l'interdit qui s'exonère de penser la profondeur des problèmes de nos sociétés. C'est une solution faussement sécuritaire. On devrait travailler sérieusement, au plus niveau de l'Etat, de la société civile organisée (les syndicats en font partie) à faire comprendre le parcours sanguinaire des tueurs de la firme Daech, leurs origines sociales et culturelles complexes. Mais cette compréhension pourrait probablement aboutir à d'autres stratégies d'intervention. Or la fin doit justifier les moyens en logique guerrière. Aujourd'hui, focalisé sur l'approche guerrière, le pouvoir s'exonère de la lutte contre l'ignorance, pourtant indispensable à la construction de la Paix.

Le traumatisme de la société française est considérable après les 7/9 janvier et 13 novembre 2015. Mais c'est pour cela qu'il faut se contraindre à penser et investir dans des démarches qui construisent la Paix bien au-delà de la guerre. Le travail des éducateurs est essentiel ; de tous les éducateurs, pas seulement des enseignants. On se doit d'investir dans le travail social de communauté, l'éducation spécialisée, l'éducation populaire, dans l'action culturelle, pour déjouer le piège des faux débats de civilisation, pour accompagner la construction des consciences critiques.

Un énorme chantier doit également être ouvert en direction de la formation continue de l'ensemble des personnels d'éducation – enseignants et non enseignants – sur tous les aspects donnant des clés de compréhension géopolitique, les données économiques et sociales, les signes de radicalisation et leur capacité à les prévenir...

Rechercher dans les plis de nos sociétés les maux à l'origine de nos souffrances devrait permettre de les trouver plus pertinemment que dans le pli d'un drapeau, ou la pression d'une gâchette quand la cible se fait objet du désir.